



« ICI Midi », « ICI Soir »... pour la Radio, par ICI la sortie !

Laurent Guimier, ancien directeur de France Info et Directeur délégué aux antennes et aux contenus de Radio France, aujourd'hui patron de l'information de France Télévision, annonce la disparition en 2023 des rendez-vous d'informations nationales de France 3. Le 12-13 deviendra « ICI Midi » et le 19-20 « ICI Soir ». Les rédactions régionales de France 3 devront réaliser chacune ces deux éditions d'une heure.

Et Laurent Guimier, à l'origine du rapprochement de France Info et France Télévision et de l'abandon du site de France Info à France Télévision, souhaite que Radio France « coopère » aux nouvelles stratégies de France 3.

France Bleu sera donc certainement appelé à la rescousse pour fournir des sujets ou « de l'interactivité par exemple ». Mais avec quels moyens ? Nous n'en avons déjà plus assez pour faire de la radio !

Les locales de France Bleu fournissent déjà au réseau France 3, deux heures de bonne radio mais de mauvaise télé, le matin et à bas coût. Faudra-t-il que les journalistes de France Bleu approvisionnent également la télé en infos, en plus de la plateforme internet commune « ICI » ?

Il n'a pourtant jamais été question d'un rapprochement des rédactions. Encore une fois nous apprenons cette possibilité par la presse.

Après avoir exfiltré les radios locales de FR3 en 1982 pour en faire les locales de Radio France, le pouvoir actuel, fort de sa nouvelle donne revendiquée, fait comme dans beaucoup d'autres secteurs, du neuf avec du vieux ! Ce n'est qu'un éternel recommencement, il veut maintenant refusionner la télé et la radio ! C'est sûr que pour faire des économies, l'idée est révolutionnaire !

Et à suivre, licenciements, regroupement des rédactions, des secteurs techniques et administratifs, un retour en arrière de 40 ans ! La Macronie n'a absolument aucune vision d'avenir, encore moins d'ambition pour un service public de l'audiovisuel fort, indépendant, pluraliste et de proximité.

Notons au passage, que si France 3 redonne à ces antennes régionales plus de libertés pour assurer leur propre information locale et nationale, à France Bleu c'est l'inverse, avec de plus en plus de programmes mutualisés ou nationaux imposés sur les ondes locales.

La fusion, pourtant démentie à tous les étages, paraît donc bien « EN MARCHE » elle aussi, avec ses conséquences totalement inconnues pour les salariés.

La suppression de la redevance audiovisuelle et cette future fusion mettent en danger le volume et la qualité de la production radiophonique et l'ensemble des métiers.

Que cherche le pouvoir en place ? Tenir en laisse l'audiovisuel public ? Le faire renoncer à ses missions ?

La CGT fera tout ce qui est en son pouvoir pour garantir l'indépendance de l'information, la qualité des programmes et des productions locales de France Bleu.

Paris, le 8 juillet 2022